

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2020

CHAPITRE 25

**MINISTERE
DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 331: RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	14
2.2.	PROGRAMME 332: AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	18
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	19
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	19
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	19
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	22
2.3.	PROGRAMME 333: INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	26
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	28
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	30

2.4.	PROGRAMME 334: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	34
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	35
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	35
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	36
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	37
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	46
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	47
3.2.	LEÇONS APPRISES	47
3.3.	PERSPECTIVES	47

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

La Loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques vient consolider le cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de gestion publique mis en place depuis 2013 au Cameroun. Cette nouvelle constitution financière destinée à remplacer l'Ordonnance de 1962, consacre la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) par l'institutionnalisation du budget programme dans le respect des directive communautaire CEMAC.

Conscient de l'ampleur des changements amorcés, et conformément au calendrier de préparation du budget de l'Etat prescrit par la Circulaire présidentielle sur la préparation du budget, le présent document, intitulé « Projet de Performance Annuel » constitue la réponse du Ministère des Finances à cette exigence de la réforme.

Ledit document, qui présente une évaluation de la performance des programmes 331, 332, 333 et 334 mis en œuvre au Ministère des Enseignements secondaires.

Il comporte, trois principales parties :

- la première partie présente le contexte de mise en œuvre des Programmes ;
- la deuxième partie traite de l'état de mise en œuvre des programmes, présente la synthèse stratégique, qui fait le point sur l'ancrage des interventions de l'Administration à la stratégie nationale, ses performances antérieures en terme d'activités effectivement mises en œuvre et de moyens déployés à cet effet. Elle présente également les perspectives se rapportant à l'objectif stratégique
- une troisième et dernière partie qui présente le bilan stratégique et perspectives.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Pour atteindre l'émergence projetée à l'horizon 2035, le Cameroun a besoin d'un capital humain solide, capable de soutenir la croissance économique.

A cet effet, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, accorde une place de choix au développement des Enseignements Secondaires, faisant de ce niveau d'enseignement un des leviers que le Gouvernement voudrait actionner.

Ainsi, le Gouvernement entend :

- atteindre l'universalisation de l'Education au premier cycle des enseignements secondaires, de manière à porter à ce niveau le paquet minimum de connaissances fondamentales dont devrait disposer tout camerounais ;
- arrimer les formations offertes au second cycle de l'enseignement secondaire général à celles de l'enseignement supérieur et mettre un accent sur l'amélioration de la qualité (davantage de filières scientifiques, des laboratoires, des équipements informatiques, etc...) ;
- améliorer la qualité de l'enseignement technique et professionnel, en l'adaptant aux besoins réels du marché de l'emploi et de l'environnement.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n° 2012/267 du 11 juin 2012, le Ministère des Enseignements Secondaires est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement secondaire et d'enseignement normal.

A ce titre, il est chargé :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement secondaire général et technique;
- de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement normal;
- de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes de l'enseignement secondaire général et technique ainsi que du contrôle de leur mise en œuvre ;
- de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes de l'enseignement normal et technique ainsi que du contrôle de leur mise en œuvre, en relation avec le ministère chargé de l'éducation de base ;
- de la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondaire général et technique, en liaison avec le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Education civique ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la carte scolaire de ce niveau d'enseignement ;
- de l'élaboration, de l'analyse et de la tenue des statistiques de ce niveau d'enseignement ;
- du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement publiques et privées pour ce niveau d'enseignement;
- de l'orientation et de la planification scolaire ;
- de la politique du livre pour ce niveau d'enseignement ;
- du suivi des constructions des bâtiments et infrastructures scolaires de ce niveau d'enseignement ;
- de la gestion et de la formation continue des personnels enseignants de ce niveau d'enseignement sous réserve des attributions dévolues aux autres chefs de départements ministériels.

Il assure la tutelle de :

- l'Office du Baccalauréat du Cameroun (O.B.C) ;
- General Certificate of Education Board (G.C.E. Board).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les programmes du MINESEC ont été exécutés dans un contexte marqué par :

- une demande d'éducation soutenue en provenance du sous-secteur de l'Education de base, des réfugiés dans certaines localités frontalières et des déplacés des Régions qui connaissent des troubles sociopolitiques ;
- la persistance en milieu scolaire des déperditions, des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues ont motivé une réponse du système éducatif en matière de santé, d'orientation scolaire et d'encadrement des apprenants en difficultés ;

- l'insécurité dans les Régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'extrême-Nord. Ceci entraînant de nombreuses perturbations aussi bien au niveau des enseignements qu'au niveau des évaluations ;
- la pandémie du Coronavirus qui a entraîné le virement de certains crédits initialement alloués à certains programmes, suite à la signature par le Président de la République, de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020. et Par ailleurs, la fermeture temporaire des lycées et Collèges du 17 mars au 31 mai 2020, objet de la décision gouvernementale en riposte contre ladite pandémie, a considérablement impacté l'exécution de certaines activités inscrites dans certains programmes, *notamment celles liées aux renforcement des capacités des enseignants du secondaire technique au travers des stages de perfectionnement en entreprises, ainsi que celles relatives à l'organisation de la formation en alternance des élèves du secondaire technique dans le cadre de la professionnalisation des enseignements*;
- le lancement du Distance Education ;
- la poursuite sur le plan pédagogique de la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences, la professionnalisation des Enseignements, la formation en alternance école/entreprise dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, le lancement de l'expérience pilote d'élaboration des manuels scolaires pour l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;
- la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement et les sinistres, l'absence de certains équipements pédagogiques sur le marché local, la digitalisation des Enseignements Secondaires ;
- la domiciliation effective des frais exigibles et des frais d'examens et concours officiels dans une banque commerciale approuvée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement ;

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020

- L'intensification de la délinquance en milieu scolaire ;
 - la fermeture temporaire des lycées et Collèges du 17 mars au 31 mai 2020, objet de la décision gouvernementale en riposte contre la pandémie à COVID-19, a considérablement impacté l'exécution de certaines activités inscrites dans certains programmes ;
- la persistance de l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que dans l'Extrême-Nord ;

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 331

RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Responsable du programme

BELLO

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme comporte trois actions qui sont:

- Développement des infrastructures scolaires
- Développement des équipements scolaires
- Gestion des établissements d'enseignement secondaire et des écoles normales

OBJECTIF	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux de transition du primaire au secondaire
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	77.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES Action 02: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES Action 05: DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 85 308 064 403	CP 85 308 064 403
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BELLO,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- une demande d'éducation soutenue en provenance du sous-secteur de l'Education de base, des réfugiés dans certaines localités frontalières et des déplacés des Régions qui connaissent des troubles sociopolitiques ;
- la tendance à la hausse des violences et des fléaux en milieu scolaire tels que la consommation des drogues qui aggravent les déperditions scolaires et les problèmes de santé scolaire ;
- la pandémie du Coronavirus et le Plan de riposte du Gouvernement du Cameroun qui a nécessité la fermeture temporaire des lycées et Collèges du 17 mars au 31 mai 2020 ;
- le lancement du Distance Education ;
- la poursuite sur le plan pédagogique de la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences, la professionnalisation des Enseignements, la formation en alternance école/entreprise dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, le lancement de l'expérience pilote d'élaboration des manuels scolaires pour l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;
- la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement et les sinistres, l'absence de certains équipements pédagogiques sur le marché local, la digitalisation des Enseignements Secondaires ;
- la domiciliation effective des frais exigibles et des frais d'examens et concours officiels dans

une banque commerciale approuvée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

A travers des actions de développement des infrastructures et des équipements didactiques, d'amélioration du fonctionnement des établissements scolaires et d'appui aux établissements privés, le Ministère des Enseignements Secondaire veut accroître sa capacité d'accueil pour offrir dans l'équité plus de chances aux nombreux enfants qui achèvent le cycle primaire. Malgré l'immensité des besoins et les problèmes causés par le déplacement des élèves, les sous-secteur des Enseignements Secondaires a accueilli **63,31%** des finissants de l'Education de base.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	63,31%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	82,22 %	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 52 630 526 779	CP 52 630 526 779
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 32 677 537 624	Ecart CP 32 677 537 624
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 41 976 604 587	CP 40 895 176 867
TAUX DE CONSOMMATION	79,76 %	77,7 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- le taux de transition du primaire au secondaire a augmenté partant de 59,23 % en 2019 à 63,31% en 2020, soit une augmentation de 4,08% représentant un taux de 23 %. En considérant que nous n'avons été doté que de 77% du budget initialement prévu, ce taux de réalisation de l'indicateur se situe désormais à 82,22%. Cette augmentation s'explique par la mise en place des infrastructures et des équipements didactiques et une amélioration du fonctionnement des établissements scolaires; - la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée a permis un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation ; - A l'exception des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les projets de construction ont été exécutés dans leur majorité, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit fait avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de longues procédures de passation des marchés ; - Les projets d'infrastructures et d'équipements correspondent à des besoins clairement identifiés dans les établissements scolaires; - Cependant, le taux d'accroissement de la population scolaire est plus que proportionnel à celui des ressources allouées à l'acquisition des équipements ; - Les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont connu des difficultés de fonctionnement dues à l'insécurité ; - Les partenaires, notamment les Associations des Parents d'Elèves et d'Enseignants (APEE) ont également contribué à l'accroissement de la capacité d'accueil des établissements scolaires à travers la construction de salles de classe.	

PERSPECTIVES 2021	- Mettre un accent particulier sur l'améliorer des capacités d'accueil des établissements scolaires des quatre régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et de l'Est ; - Poursuivre le renforcement de capacité d'accueil des établissements d'Enseignements Secondaires avec un accent particulier sur L'Enseignements secondaire Technique et Professionnel; - Améliorer la capacité d'accueil des établissements d'Enseignements Secondaires des localités voisines aux régions du Sud-ouest et du Nord-ouest afin de leur permettre d'accueillir les élèves déplacés ; - Améliorer l'exécution du Plan de Passation des Marchés Publics.
----------------------	--

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Action 01 GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES								
OBJECTIF	Assurer le bon management des établissements scolaires et des Ecoles Normales							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des activités Programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100 %	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		85.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		86.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		86%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	81 659 114 403	81 659 114 403	49 412 801 415	49 412 801 415	40 307 176 559	39 421 588 632	81,57 %	79,78 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre du paiement des recettes affectées (contributions exigibles) et des frais d'examens officiels par Mobile Money ; - Insécurité dans certaines localités des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest créant l'exode des élèves vers les régions limitrophes et l'interruption des activités d'enseignement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	les activités pédagogiques ont été suspendues le 17 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID. Elles ont été reprises le 1 ^{er} juin 2020 pour les classes d'examen. Toutefois, les personnels administratifs ont assuré la gestion courante et la sécurité des établissements scolaires, ainsi que les activités de fin d'année. La subvention aux établissements et Organisations de l'Enseignement privé a été allouée au titre de l'Exercice 2020. Par ailleurs, sur très hautes instructions du Chef de l'Etat, le Ministre des Finances a procédé au paiement de la subvention allouée au titre de l'Exercice 2019.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'utilisation des crédits de fonctionnement des établissements scolaires ne nécessite pas de recours aux longues procédures de passation des marchés ; - Le découpage du calendrier scolaire et la mise à disposition semestrielle des ressources favorisent leur consommation rapide.							
Perspectives 2021	- Amélioration du système de paiement des recettes affectées et des frais d'examens officiels par Mobile Money ; -Amélioration de la gestion des établissements scolaires d'Enseignement Secondaire et Normal à travers le renforcement de la coordination et des capacités des Chefs d'établissements et leurs agents financiers.							

Action 02 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

OBJECTIF	Améliorer la capacité d'accueil en réduisant les disparités de toutes sortes dans les Enseignements Secondaires								
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants / salle de classe dans les zones urbaines (régions de l'Extrême-nord, du Nord, du Centre, de l'Ouest et du Littoral)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 101,61%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		64.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		63.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		62						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 012 050 000	3 012 050 000	2 638 903 506	2 638 903 506	1 281 109 287	1 198 269 341	48,55 %	45,41 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Forte pression sur les infrastructures scolaires du fait de l'accroissement de la demande d'éducation provenant de l'enseignement primaire et du vieillissement des infrastructures scolaires; -								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Achèvement des travaux de construction d'un bloc de deux (02) salles de classe (Lycée de MBALMAYO OYACK) , de 04 blocs pédagogiques R+1 (Lycée Technique de BONABERI, Lycée d'AHALA, Lycée Technique de MOLYKO-BUEA et Lycée de NKOLMESSENG YAOUNDE) et de 02 blocs pédagogiques en R+2 (Lycée Bilingue de MAROUA et Lycée Technique Commercial de Yaoundé) ; - Construction de quatre (04) ateliers pour les travaux pratiques dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ; - La poursuite des travaux de construction du CETIC Bilingue de Mewoulou ; - Construction de 02 dortoirs en plein pied à Bamenda et à Limbe pour l'accueil des élèves déplacés internes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; - Construction de 147 salles de classe (soit 54 blocs de 02 salles de classe et 13 blocs de 03 salles de classe avec 01 bureau chacun) ; - Construction de deux (02) blocs pédagogiques en R+1 de huit (08) salles de classe chacun au LYCEE TECHNIQUE DE JIKEJEM et au Lycée Bilingue de BOJONGO ; - Construction de 01 bloc pédagogique R+2 de 12 salles de classe chacun au Lycée Bilingue de Bamendankwe ; - La réhabilitation d'infrastructures scolaires et leur branchement au réseau d'électricité.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée permet un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation; - la majorité des projets de construction à gestion déconcentrée ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit fait avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - le retard accusé dans la finalisation des études techniques des projets à gestion centrale a impacté négativement leur contractualisation, leur exécution et la consommation des crédits; - la faiblesse du suivi et du contrôle de l'exécution des projets dans les structures déconcentrés retarde encore l'exécution dans les délais.								

Perspectives 2021	- Construction de 147 salles de classe (soit 33 blocs de 02 salles de classe et 27 blocs de 03 salles de classe avec 01 bureau chacun) ; - Construction de 03 établissements clés en main ; - Construction de 01 bloc pédagogique en R+1 de 08 salles de classe ; - Construction de 01 bloc administratif en R+1 ; - Construction de 02 ateliers ; - la Réhabilitation des infrastructures scolaires de dix sept (17) établissements d'enseignements secondaires ; - Maturation complète des projets avant leur budgétisation.
-------------------	--

Action 05 DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

OBJECTIF	Accroitre l'accès aux ateliers, laboratoires et salles spécialisées								
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants/poste de travail (salle informatique)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 77,27%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		35.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		34.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		44						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	636 900 000	636 900 000	578 821 858	578 821 858	388 318 741	275 318 894	67,1 %	47,57 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- l'accroissement de la demande en équipements scolaires liée à l'augmentation de la population scolaire et la révision des programmes d'études suivant l'Approche Par Compétences (APC) ; - l'ouverture de nouvelles filières porteuses dans les lycées techniques ; - le vieillissement des équipements dans les Centres de Ressources Multimédia et les Salles Informatiques ; - la crise sociopolitique dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a favorisé la destruction d'équipements scolaires ; - La politique gouvernementale de développement du numérique ; - La professionnalisation des enseignements et le développement des sciences.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Equipement de cinquante (50) salles de classe en 3180 tables bancs ; - Equipement d'une salle informatique en technologie N-Computing ; - L'équipement de deux (02) laboratoires de sciences ; - L'équipement de 88 ateliers en kits de petits matériels didactiques ; Equipement des ateliers en matériels lourds pour la professionnalisation des enseignements.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La majorité des projets des équipements ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de longues procédures de passation des marchés ; - les équipements concernés sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ; - le descriptif des fournitures est également disponible et vulgarisé. Les conditions se sont lamentablement détériorées ;								
Perspectives 2021	- Equipement de 135 ateliers et salles spécialisées en kits de petits matériels didactiques ; Equipement de 85 salles de classe en 5 100 tables bancs ; - Equipement de 71 salles de professeurs en mobiliers (bureaux et chaises) ;								

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 332

AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN
MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES
SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

NSATA

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme comporte trois actions qui sont:

- Amélioration de l'action pédagogique
- Renforcement de la lutte contre les déperditions scolaires
- Amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire

OBJECTIF	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages au Ministère des Enseignements Secondaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'achèvement du premier cycle
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	84.46
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	86.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE Action 02: RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES Action 03: AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 213 811 457 789	CP 213 811 457 789
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NSATA,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 332 s'est mis en œuvre dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid 19 et l'insécurité dans les Régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'extrême-Nord. Cet environnement difficile a entraîné de nombreuses perturbations aussi bien au niveau des enseignements qu'au niveau des évaluations.

Par ailleurs, la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences avec Entrée par les Situations de Vie s'est poursuivie avec, cependant, des exigences encore plus nombreuses en termes de vulgarisation, de formation, de suivi-évaluation....

Enfin, la persistance en milieu scolaire des déperditions, des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues ont motivé une réponse du système éducatif en matière de santé, d'orientation scolaire et d'encadrement des apprenants en difficultés.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

La performance du programme est satisfaisante car le taux d'achèvement des apprenants au premier cycle a connu les évolutions suivantes : **78,5% en 2017 et 84,46 en 2018 et 57,82 en 2019.**

Cette performance aurait sans doute été meilleure si les activités de luttes contre les drogues

en milieu scolaire, d'encadrement, de suivi-évaluation, et de renforcement des capacités des enseignants et personnels administratifs avaient été suffisamment financées aussi bien au niveau Central qu'au niveau des Inspections Régionales.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	63,50%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	73,84%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 206 642 965 215	CP 206 642 965 215
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 7 168 492 574	Ecart CP 7 168 492 574
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 208 808 086 127	CP 205 686 174 380
TAUX DE CONSOMMATION	101,02 %	99,51 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Afin de contribuer à un meilleur achèvement des études au premier cycle par les apprenants en 2020, de nombreuses activités ont été menées. Elles ont concerné : la poursuite de la réforme des programmes d'étude en cours (réforme progressive) en vue de meilleurs apprentissages, le renforcement des capacités, l'encadrement, le suivi-évaluation des personnels enseignants et administratifs ; l'organisation des examens certificatifs et concours ; l'amélioration du cadre de vie et de travail dans les établissements d'enseignement secondaires. Les résultats, non exhaustifs, obtenus sont les suivants : · En lien avec la réforme des programmes : - 44 programmes d'étude des classes de T^{le} ESG ont été produits et implémentés ; - 01 référentiel de formation de l'enseignement technique a été élaboré ; - 44 guides pédagogiques produits. · En lien avec le renforcement des capacités : - 1345 Inspecteurs et 6523 enseignants formés ; - 395 enseignants de mathématiques ont été formés dans le cadre du projet AIMS - 6398 élèves-professeurs ont été suivis et évalués. · En lien avec l'organisation réussi des examens : - Définition des épreuves du Baccalauréat ESG ; - Production de 2951 épreuves d'examens pour la DECC, et l'OBC. · En lien avec l'encadrement et le suivi-évaluation : - Production de 1500 ressources éducatives numériques et de 02 revues de l'IGE ; - Encadrement et suivi-évaluation des personnels d'orientation (50 IPR et 1264 CO) ; - Formation de 152 personnels d'orientation ; - Encadrement 2239 athlètes et jeunes officiels ; - Formation de 500 enseignants d'EPS et de 500 élèves. · En lien avec l'amélioration du cadre de travail : - Construction de 53 blocs de 06 latrines et 05 forages ; - Equipement de 30 établissements en camera de vidéo surveillance ; - Poursuite de la construction de 03 clôtures ;	

PERSPECTIVES
2021

- Renforcement de la formation, de l'encadrement et du suivi-évaluation des enseignants surtout dans les régions dont le taux d'achèvement reste inférieur à la moyenne nationale ;
- Révision des programmes d'études et des guides pédagogiques de l'enseignement normal, des Techniques Industrielles et des Sciences et Technologies du Tertiaire ;
- Edition des programmes d'études ;
- Formation des IPN et des IPR ;
- Promotion de la Recherche pédagogique ;
- Sécurisation et organisation des examens et concours ;
- Amélioration du système d'évaluation ;
- Formation continue des enseignants ;
- Poursuite de la mise en œuvre du partenariat entre le MINESEC et l'Institut Africain des Sciences Mathématiques en vue d'une amélioration significative des apprentissages en mathématiques.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Action 01 AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE									
OBJECTIF	Accroître le taux de réussite des apprenants								
Indicateur	Intitulé:		Taux de réussite des apprenants aux examens officiels (OBC, GCEB et DECC)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,66%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		60.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		62.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		61,17%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	10 312 875 000	10 312 875 000	10 347 700 000	10 347 700 000	12 404 774 652	9 904 574 652	119,88 %	95,72 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Poursuite de la réforme des programmes bâtis selon l'Approche Par Compétences (APC) ; - Situation sécuritaire dans les régions de l'Extrême nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Contexte sanitaire lié à la pandémie de la covid 19 ; - Les effectifs pléthoriques dans les établissements scolaires des zones urbaines ; - L'insuffisance d'enseignants qualifiés dans les établissements scolaires des zones rurales								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· En lien avec la réforme des programmes : - 44 programmes d'étude des classes de Tle ESG ont été produits et implémentés ; - 01 référentiel de formation de l'enseignement technique a été élaboré ; - 44 guides pédagogiques produits. · En lien avec le renforcement des capacités : - 1345 Inspecteurs et 6523 enseignants formés ; - 395 enseignants de mathématiques dans le cadre du projet AIMS ; - 6398 élèves-professeurs ont été suivis et évalués. · En lien avec l'organisation réussi des examens : - Arrêté redéfinissant les épreuves du Baccalauréat ESG ; - Productions et vulgarisation dans les 10 Régions des épreuves zéro de toutes les disciplines ; Production de 2951 sujets d'examens pour la DECC et l'OBC.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Au niveau national, la formation et l'encadrement de proximité des enseignants justifient le dépassement des objectifs car les enseignants mieux formés ont fait preuve d'une bonne maîtrise des activités d'enseignement ; - Toutefois, la crise sociale dans les régions de l'Extrême nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest ainsi que la pandémie de la Covid 19 ont sérieusement perturbé les activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation. Face à cette situation, le Ministère des Enseignements Secondaires en collaboration avec ses partenaires a mis sur pied un dispositif de formation à distance. - La détérioration de la situation économique des ménages entraîne une baisse du taux de possession de manuels scolaires par les apprenants ; - L'inscription en ligne aux examens officiels et l'informatisation des délibérations a réduit les délais de publication des résultats, les recours et les contentieux.								

Perspectives 2021	- Renforcement des bibliothèques scolaires ; - Revisitation des programmes d'études et des guides pédagogiques ; - Edition des programmes d'études ; - Formation des IPN et des IPR ; - Promotion de la Recherche pédagogique ; - Renforcement de l'encadrement et du suivi-évaluation des Personnels ; - Sécurisation et organisation des examens et concours ; - Amélioration du système d'évaluation ; - Intensification de la formation continue des enseignants, surtout dans les régions où les résultats sont inférieurs à la moyenne nationale ; - Poursuite de la mise en œuvre du partenariat MINESEC-AIMS.
-------------------	---

Action 02 RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité interne								
Indicateur	Intitulé:		Taux de déperdition scolaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		12.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		11.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		11%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	836 000 000	836 000 000	188 400 000	188 400 000	171 955 689	171 955 689	91,27 %	91,27 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Crise sanitaire de la Covid 19 ; - Recrudescence de la violence dans les établissements scolaires, suite à la consommation de drogues ; - Migration des élèves des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest vers des bassins pédagogiques riverains ; -Abandons des classes par les élèves dans les localités en proie aux troubles.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 50 IPR, 1264 CO et 153 personnels d'orientation formés;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les problèmes d'orientation scolaire dans le sous-secteur de l'Education de Base semblent justifier l'augmentation du taux d'abandon en 1^{ère} et 2^e Année de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ; - Dans l'Enseignement Secondaire Général, le taux d'abandon est lié aux échecs aux examens officiels (3^e et 1^{ère}) ; - Le sentiment d'insécurité créé par la crise des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a aggravé la déperdition scolaire et limité les efforts déployés pour réduire ce phénomène (baisse des effectifs des candidats aux examens organisés par le GCE Board de près de 30%). - En outre, les outils d'investigation psychologique et de la documentation en orientation-conseil n'ont toujours pas été acquis.								
Perspectives 2021	- Renforcement des capacités des personnels d'Orientation scolaire ; - Renforcement du service d'Orientation conseil, surtout en direction des élèves des classes d'examen dans l'Enseignement Secondaire Général ; - Poursuite de l'Assistance scolaire ; - Amélioration de la santé et de l'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; - intensification de la lutte contre la consommation du cannabis et autres stupéfiants en milieu scolaire ;								

Action 03 AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE								
OBJECTIF	Améliorer les conditions d'épanouissement des personnels d'encadrement et des apprenants							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des établissements scolaires ayant un premier cycle et disposant de certaines commodités (eau, toilettes, salles des professeurs, aires de jeux					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95,38%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2017						
	Valeur de référence:	64.78						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	65.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	62%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	202 662 582 789	202 662 582 789	196 106 865 215	196 106 865 215	196 231 355 786	195 609 644 040	100,06 %	99,75 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Travaux d'évaluation de la masse salariale réelle des administrations ; - Politique de rationalisation des effectifs des enseignants entraînant des mutations à forte incidence financière en termes de frais de relève ; - Instabilité des enseignants affectés dans les localités enclavées, en proie aux troubles ou ne disposant pas de services de santé, de facilités d'hébergement et de télécommunication; - Démotivation des enseignants chevronnés en fin de carrière;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- construction, agrandissement et réhabilitation des bâtiments destinés au sport; 2239 athlètes et jeunes officiels encadrés, compétitions organisées; - 30 établissements équipés en caméra de vidéosurveillance ; - 53 blocs de 06 latrines et de 05 forages construits; - Poursuite de la construction de 03 clôtures ; - 3000 chefs de service formés - 500 enseignants d'EPS et 500 élèves formés; - Salaires, frais de relève et arriérés des frais de relève payés aux enseignants en Cours d'Intégration, aux enseignants retraités et aux personnels mutés et nommés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les salaires des enseignants étant budgétisés dans cette action, leur augmentation a entraîné une augmentation du pourcentage du budget alloué à cette action ; - La construction de forages et de toilettes étant à gestion déconcentrée, la procédure de leur contractualisation et la durée d'exécution des travaux sont courtes ; - Les crédits pour le paiement des frais de relève dus aux Enseignants en Cours d'Intégration ont été délégués aux Délégués Régionaux.							
Perspectives 2021	- apurement diligent des arriérés des frais de relève; - Renforcement des activités sportives en milieu scolaires ; - Assainissement de l'environnement scolaire avec la construction des latrines et des forages ; - Renforcement du culte de l'excellence et de la recherche pédagogique ; - Amélioration du cadre de travail des enseignants							

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 333

INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET
OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

NYEANCHI WILFRED BAMBO

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Programme d'intensification de la professionnalisation et de la formation dont l'objectif global est d'adapter la formation à l'environnement socioéconomique s'articule autour de trois actions :

- Diversification de l'offre de formation professionnalisant
- Développement de l'entrepreneuriat en milieu scolaire
- Renforcement de la compétitivité de la formation et de l'innovation

OBJECTIF	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (ESTP)
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	66.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	69.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE Action 02: DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE Action 03: RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION	
DOTATIONS INITIALES	AE 62 007 560 600	CP 62 007 560 600
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NYEANCHI WILFRED BAMBO,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 333 a été faite dans un contexte marquée principalement par la pandémie liée à la COVID-19. Cette situation imprévue a entraîné le virement de certains crédits initialement alloués à ce programme, suite à la signature par le Président de la République, de l'Ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020. Il s'agit notamment des crédits initialement destinés à la poursuite des constructions des Lycées agricoles de Lagdo et de Yagoua.

Par ailleurs, la fermeture temporaire des lycées et Collèges du 17 mars au 31 mai 2020, objet de la décision gouvernementale en riposte contre ladite pandémie, a considérablement impacté l'exécution de certaines activités inscrites dans le programme 333, notamment celles liées aux renforcement des capacités des enseignants du secondaire technique au travers des stages de perfectionnement en entreprises, ainsi que celles relatives à l'organisation de la formation en alternance des élèves du secondaire technique dans le cadre de la professionnalisation des enseignements.

De plus, la persistance de l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a pas facilité l'exécution de certains marchés prévus dans ce programme.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

Le nombre de filières professionnalisantes mises en place est passé de 66 en 2018, à 68 en 2020. Les nouvelles filières développées en 2020 concernaient notamment les métiers du bois pour ce qui est des techniques industrielles, et les métiers liés au transport/logistique en ce qui concerne les sciences et technologies du tertiaire.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	68	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	66,67%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 792 940 192	CP 3 792 940 192
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 58 214 620 408	Ecart CP 58 214 620 408
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 843 448 870	CP 2 772 848 884
TAUX DE CONSOMMATION	74,97 %	73,11 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les écarts observés au niveau des taux de réalisation de l'indicateur et de consommation se justifient notamment par les difficultés rencontrées dans les décaissements des financements extérieurs figurant dans les projets à financements conjoints inscrits dans le programme 333 ; c'est le cas notamment du Projet de l'Enseignement Secondaire Technique (PEST), le projet de construction du Lycée professionnel d'Ekounou financé par les fonds koweïtiens, ou encore le projet de construction du Lycée professionnel de Douala-Akwa qui bénéficie des fonds saoudiens. L'autre contrainte est due au fait que la réalisation de ces projets à financements conjoints, représentant par ailleurs la plus grande partie du budget de ce programme, n'influence malheureusement pas directement cet indicateur ; d'où la nécessité de revoir sa définition à partir du triennat 2022-2024. Les ressources allouées ont principalement servi à : - L'amorce des constructions du Lycée professionnel d'Ekounou avec l'appui des fonds koweïtiens. Les travaux y relatifs ont été exécutés à environ 01% ; - Les constructions et équipements des Lycées Techniques de Nsam, Maroua et Ombé dans le cadre du projet PEST financé par la BID et la BADEA. Les taux d'exécution physique des travaux en fin 2020 ont été de 75,10% pour Nsam ; 56,70% pour Maroua ; et 30% pour Ombé ; - L'ouverture effective du Lycée agricole de Lagdo sous financement propre ; - l'acquisition des équipements complets et modernes des ateliers des filières porteuses (génie chimique et biomédical) en rapport avec les projets structurants, le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI), et la vision pour l'émergence du Cameroun en 2035, au bénéfice de 03 Lycées Techniques à savoir, Kumbo, Meiganga et Limbé ; - L'implémentation des référentiels de formation de nouvelles filières porteuses ; - le placement de 400 enseignants et de 40 000 élèves du secondaire technique en stages en entreprises, respectivement dans le cadre de la formation continue, et de la formation en alternance ; - l'implémentation de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire ; - L'amorce de l'élaboration des projets de manuels scolaires (drafts non encore validés) de l'enseignement secondaire technique industriel ;	

	- L'élaboration dans le cadre de la mise en œuvre du projet PIEFARES, des référentiels d'activités professionnelles devant permettre d'identifier les compétences à introduire dans les programmes d'études des spécialités agricoles, destinés aux ENIEG et ENIET ; - le lancement des activités de production d'application dans une quinzaine d'établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ; - l'intensification des activités de protection de l'environnement et de propreté dans les établissements scolaires à travers le projet « Clean School » ; - la promotion de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel à travers des Journées Portes Ouvertes ; - la promotion du Bilinguisme, des Arts, des Langues et du patrimoine culturel National
PERSPECTIVES 2021	- Poursuite de la mise en place des Lycées professionnels - Poursuite de l'équipement des ateliers des filières porteuses ; - Poursuite de l'implémentation des référentiels de formation des filières porteuses ; - Renforcement de l'activité des stages en entreprises pour enseignants, et formation en alternance des apprenants du secondaire technique ; - Mise en œuvre du projet dénommée « distance education » ; - Poursuite du projet « Clean school » ; - Ouverture de la filière Technologie de l'Information (TI) dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest ; - Promotion de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel à travers des Journées Portes Ouvertes ; - Promotion du Bilinguisme, des Arts, des Langues et du patrimoine culturel National

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Action 01 DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE								
OBJECTIF	Accroître l'offre d'enseignement technique et professionnelle							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des effectifs des apprenants dans les filières professionnalisantes					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,21%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	22.01						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	24.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	23,57%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	61 183 185 600	61 183 185 600	2 966 040 192	2 966 040 192	2 101 108 634	2 101 108 630	70,84 %	70,84 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la pandémie liée à la COVID-19, ayant entraîné le virement de certains crédits initialement alloués à cette action. Il s'agit notamment des crédits destinés à la poursuite des constructions des Lycées agricoles de Lagdo et de Yagoua. La persistance de l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a pas facilité l'exécution de certains marchés prévus initialement dans ce programme.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Construction et équipement des Lycées Techniques de Nsam, Maroua et Ombé dans le cadre du projet PEST, avec des taux d'exécution physique des travaux en fin de 75,10% pour Nsam ; 56,70% pour Maroua ; et 30% pour Ombé ; - Démarrage des travaux du Lycée Professionnel d'Ekounou avec un taux d'exécution physique d'environ 01% en 2020 ; - L'ouvertue effective du Lycée agricole de Lagdo ; - L'équipement lourd de l'atelier de maintenance biomédicale du Lycée Technique de Kumbo ; - L'équipement lourd de deux ateliers de génie chimique (Lycée Technique de Meiganga et Lycée Technique de Limbe) ; - 59 enseignants formés aux activités de production agropastorale au LTPA de Yabassi ; - 02 Guides des filières porteuses des techniques industrielles, élaborés ; - - 01 référentiel de formation de la spécialité Transport et Logistique, élaborés - - 40 enseignants de Tourisme ont été formés sur l'utilisation du Global Distribution System ; - - 18 projets de manuels scolaires de l'enseignement secondaire technique industriel, élaborés et en attente de validation ; - Renforcement des capacités d'une centaine d'enseignants dans les filières porteuses (Construction et Maintenance Automobile, Génie Chimique, et Géomètre-Topographe, etc) 20 agents de maintenance formés dans les six (6) Lycées Techniques (SOFATI) ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les écarts observés entre les dotations des crédits révisés et des crédits consommés se justifient notamment par le faible taux de consommation des financements extérieurs (FINEX), inscrits dans cette action. Par ailleurs, l'écart entre le taux de réalisation financière et le taux de réalisation technique pourrait se justifier par le fait que certaines tâches réalisées au sein de cette action n'impactent pas de manière directe sur son indicateur.							

Perspectives 2021	- Reprise des constructions des Lycées agricoles de Lagdo et de Yagoua, suspendues en 2020 ; - Démarrage des constructions du Lycée des métiers de génie-civil d'Ekounou à l'aide fonds koweitiens ; - Poursuite de l'équipement complet des ateliers des filières porteuses ; - Poursuite de l'élaboration et de l'implantation des référentiels de formation des filières porteuses ; - Poursuite des activités du projet PEST ; - Poursuite de l'élaboration des manuels scolaires de l'enseignement secondaire technique industriel.
-------------------	--

Action 02 DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE

OBJECTIF	Développer chez les apprenants les compétences d'entrepreneur								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'incubateurs de micro-entreprises fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66,67%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		3.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	427 000 000	427 000 000	587 400 000	587 400 000	469 771 379	456 971 397	79,97 %	77,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la pandémie liée à la COVID-19, ayant entraîné la suspension des cours entre le 17 mars et le 31 mai 2020.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Mise en place de deux incubateurs de micro-entreprises respectivement aux Lycées Techniques de Nkolbisson et au Lycée agricole de Yabassi - Renforcement des activités de productions utilitaires dans une quinzaine d'établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ; - Appui à l'ouverture d'une dizaine d'établissements d'enseignement secondaire technique nouvellement créés ; - Implantation et suivi-évaluation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement secondaire technique ; - Journées Portes Ouvertes (JPO) organisées dans tous les établissements de l'enseignement secondaire technique du pays; - 40 000 élèves de l'enseignement secondaire technique placés en stage en entreprises dans le cadre de la formation en alternance (école-entreprise) ; - 400 enseignants du secondaire technique placés en stage de perfectionnement en entreprises pour une meilleure mise en œuvre de l'Approche Par Compétence (APC);								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le Contexte marqué par la pandémie liée à la COVID-19 n'a pas permis de réaliser efficacement certaines activités telles que le placement des enseignants en stage en entreprises, où on pourrait noter à titre d'exemple, que 900 enseignants avaient bénéficié de cette formation continue en 2019, contre 400 seulement en 2020.								
Perspectives 2021	- Intensification de la mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ; -Intensification des stages de perfectionnement en entreprises des enseignants et de la formation en alternance des apprenants du secondaire technique ; - Poursuite de la promotion de l'enseignement secondaire technique et professionnel à travers notamment l'organisation des journées portes ouvertes ; - Intensification de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire ;								

Action 03 RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION								
OBJECTIF	Développer chez les apprenants les aptitudes complémentaires facilitant leur insertion socioprofessionnelle							
Indicateur	Intitulé:	% d'établissement s offrant des formations à valeur ajoutée (Centres de Ressources Multimédia, Programme bilingue spécial et Langues Nationales)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 92,50%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2018						
	Valeur de référence:	12.0						
	Année cible:	2020						
	Valeur Cible	16.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	15,70%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	397 375 000	397 375 000	239 500 000	239 500 000	272 568 857	214 768 857	113,81 %	89,67 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée notamment par la pandémie liée à la COVID-19, ainsi que par l'accroissement des déviances sociales, notamment en milieu scolaire, et dans les réseaux sociaux.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Réhabilitation et équipement de 03 Centres de Ressources Multimédia (CRM) respectivement aux Lycées de Dimako, Yagoua et Bokwango-Buea ; - organisation de la semaine nationale du bilinguisme ; - Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Education Bilingue Spécial (PEBS) ; - Implantation des programmes de formation de la filière « arts cinématographiques » dans 10 Lycées pilotes ; - Organisation du Festival National des Arts et Cultures à l'Ecole ; - Accompagnement d'une centaine d'établissements scolaires dans le cadre du projet « Clean School » ; - Attribution de 10 prix aux meilleurs vergers scolaires, dont 01 par région.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La quasi-totalité des activités inscrites dans cette Action a été réalisée. Les écarts minimes observés au niveau des taux de réalisation financière et technique pourraient se justifier par la non exécution de quelques activités programmées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, justifiée par l'insécurité persistante dans ces deux régions du pays.							
Perspectives 2021	- Equipement des laboratoires de la filière « arts cinématographiques » dans les Lycées pilotes ; - Renforcement du projet « Clean school » ; - Lancement du projet « distance education » ; - Finalisation de l'étude de faisabilité de création des Lycées des métiers du numérique ; - Equipement des laboratoires de la filière Technologies de l'Information (TI) dans les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Intensification du Programme d'Education Bilingue Spéciale (PEBS).							

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 334

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

BISSE BEA

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme support comporte sept actions :

- Renforcement du système d'information
- Renforcement de la planification et de la?
- Gestion financière et budgétaire au MINESEC
- Gestion des ressources humaine
- Coordination
- Audit interne et contrôle
- Veille et Conseil Juridique?

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	96.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	98.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION Action 02: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC Action 04: GESTION DES RESSOURCES HUMAINES Action 06: COORDINATION Action 07: AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC Action 08: VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE	
DOTATIONS INITIALES	AE 31 238 807 654	CP 31 238 807 654
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BISSE BEA,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- une demande d'éducation soutenue en provenance du sous-secteur de l'Education de base, des réfugiés dans certaines localités frontalières et des déplacés des Régions qui connaissent des troubles sociopolitiques ;
- la tendance à la hausse des violences et des fléaux en milieu scolaire tels que la consommation des drogues qui aggravent les déperditions scolaires et les problèmes de santé scolaire ;
- la pandémie du Coronavirus et le Plan de riposte du gouvernement du Cameroun qui a nécessité la fermeture temporaire des lycées et Collèges du 17 mars au 31 mai 2020 ;
- le lancement du Distance Education ;
- la poursuite sur le plan pédagogique de la révision des programmes d'études bâtis selon

l'Approche Par les Compétences, la professionnalisation des Enseignements, la formation en alternance école/entreprise dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, le lancement de l'expérience pilote d'élaboration des manuels scolaires pour l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;

- la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement et les sinistres, l'absence de certains équipements pédagogiques sur le marché local, la digitalisation des Enseignements Secondaires ;
- la domiciliation effective des frais exigibles et des frais d'examens et concours officiels dans une banque commerciale approuvée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

La mise en oeuvre de ce programme a permis la réalisation de 97,80% des activités programmées

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	97,80%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	99,80%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 121 597 526 398	CP 121 597 526 398
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -90 358 718 744	Ecart CP -90 358 718 744
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 66 761 441 597	CP 65 939 024 675
TAUX DE CONSOMMATION	54,9 %	53,23 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- instabilité de l'application PROBMIS ; - insuffisances des quotas trimestriels des allocations budgétaires ; - la crise sanitaire due à la pandémie COVID-19 ; - la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et de l'extrême nord.	
PERSPECTIVES 2021	- assurer la mise en œuvre de toutes les activités programmés ; - améliorer la qualité de l'indicateur ; - former tous les acteurs intervenant dans la chaîne PPBS en vue d'améliorer la qualité des outils de performance des programmes.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

Action 01 RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION								
OBJECTIF	Améliorer le pilotage du sous-système par une information fiable et disponible							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'outils informatiques (TIC) d'aide à la décision développés et opérationnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		9.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		10					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	71 000 000	71 000 000	56 800 000	56 800 000	56 745 000	56 745 000	99,9 %	99,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Covid– 19 ; - Insécurité (BokoHaram. NOSO, Afrique Central) ; - Programme de coopération avec FMI, Band Mondial. - Nombre des bureaux insuffisant par rapport au volume de travail et personnels Manque d'équipements à la Cellule Informatique et à la salle de conférences ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Plus de 1000 actes de carrière (avancement, mise à la retraite, capital décès) reçus, archivés et classés ; - 1200 recherches et renseignements des usagers effectués ; - 80% Couverture médiatique des activités du MINESEC ; - 50% Production du Magazine d'informations du MINESEC - Réalisation du réseau informatique des 5^e et 4^e niveaux du bâtiment abritant les services centraux du MINESEC ; - Réalisation du portail web du MINESEC à quatre plateformes (site web, messagerie officielle et vidéo) ; - Administration et maintenance du site web du MINESEC ; - Contrôle des contrats relatifs aux équipements informatiques du MINESEC ; - Organisation des 52 réunions et séminaire virtuels - 8000 documents officiels traduits ; - Collecte de données terminologiques dans les Régions du Littoral, l'Adamaoua et dans les Services Centraux ; - 1709 Courriers entrants au service de la relance ; - 29820 Courriers entrants au service de l'accueil et de l'orientation ; - 8628 actes certifiés par le sous- directeur ; - 44979 actes de carrières enregistrés au service du courrier et liaison - 3143 lettres signées et enregistrés au service du courrier et liaison ; - 2431 Bordereaux transmis dans les autres administrations							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	· Le budget alloué est insuffisant. · Le nombre d'utilisateurs a connu une réduction dans le contexte de coronavirus. · Mauvaise qualité des illustrations (images) · La passation des marchés publics à gestion centrale a connu un retard ; · Non-respect des délais d'exécution des projets par certains prestataires adjudicataires des marchés publics ; Manque de formation continue du personnel de la Cellule Informatique.
Perspectives 2021	- Réaliser l'étude de faisabilité technique pour la mise en place d'un Platform de dématérialisation et de numérisation de la documentation et des archives - Intensification du contrôle de conformité enfin de réduire le nombre de dossiers incomplets à la relance. - Production/réalisation de toutes les 24 émissions radio programmées ` - Densification du réseau informatique ; - Mise en service des plateformes de messagerie, gestion des fichiers, vidéo sur demande (VOD), portail web ; - Sécurisation de tous les postes de travail des services centraux.

Action 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC								
OBJECTIF	Améliorer la qualité des programmations et l'efficacité des dépenses							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification et de programmation élaborés (6/ an)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	131 000 000	131 000 000	86 800 000	86 800 000	107 210 167	107 210 167	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- La persistance de la crise dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, a gravement compromis la mise en œuvre de certaines activités pédagogiques ; - les exactions de la secte terroriste BOKO HARAM dans la région de l'Extrême-Nord ; - face à la pression démographique, la demande d'offre d'éducation est de plus en plus forte à tous les ordres d'enseignement ; - l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire allouée à l'organisation des réunions de concertation des responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelle.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	* En ce qui concerne le renforcement de la planification, les activités majeures ci-après ont été menées : - Production de l'annuaire statistique 2017-2018 et 2018-2019 ; - Production du draft de l'annuaire statistique 2019-2020 ; - Collecte des données statistiques de l'enseignement secondaire général, technique et du normal 2019-2020 et traitement des données collectées ; * Pour ce qui concerne le renforcement de la Coopération au MINESEC, les activités majeures ci-après ont été menées : - 01 convention de partenariat a été signée : MINESEC/Plan Cameroun relative à la facilitation de l'éducation de la jeune fille au Cameroun ; - Participation à 06 réunions interministérielles préparatoires aux commissions mixtes relatives à : (i) L'évaluation participative auprès des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR, (ii) La préparation aux assises du comité de suivi Cameroun/RCA ; (iii) La préparation de la visite officielle au Cameroun du MINREX de la Turquie ; (iv) L'évaluation de la coopération Cameroun/Turquie ; (v) la participation à la grande commission mixte de coopération Cameroun/Gabon ; (vi) L'évaluation de la coopération Cameroun/Inde. - Actualisation du répertoire d'entreprises locales susceptibles de conclure des accords avec le MINESEC dans un proche avenir ; - Actualisation du « Fichier des partenariats ».							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Comme pour les années précédentes, le MINESEC a obtenu ces résultats grâce à : - La politique de vulgarisation des partenariats mise en place par Madame le Ministre en vue de l'accompagnement du sous-secteur des enseignements secondaires dans la mise en place de nouvelles filières porteuses relatives à la professionnalisation des enseignements a facilité l'une des principales activités de la Cellule de la Coopérations ; - La forte implication de la hiérarchie et travail en synergie entre tous les acteurs dans la mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action du ministère ; Par ailleurs ces résultats seraient plus satisfaisants si les insuffisances suivantes n'étaient pas observées : - les ressources financières ne sont pas à la hauteur de la densité des activités. - le suivi des différentes activités programmées n'était pas suffisamment rigoureux et régulier ; - les difficultés à collecter les données dans les régions à crise (du Nord Ouest et du Sud Ouest ; Extrême-Nord).
Perspectives 2021	- Signer et mettre en œuvre 10 nouvelles conventions de partenariats ; - Produire l'annuaire statistique 2019/2020 et son rapport d'analyse ; - Collecter les données statistiques de l'Enseignement Secondaire Général, Technique et du Normal 2020-2021 et traitement des données collées, - Poursuivre la mise en place de la carte scolaire géo-référencée du MINESEC ; - Organiser les réunions de concertation des responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelle.

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution du budget et des programmes								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,48%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		80.57						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		83.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		81,74%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	6 213 940 000	6 213 940 000	7 406 011 946	7 406 011 946	7 702 221 732	7 190 745 984	103,1 %	93,36 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été réalisée dans un contexte marqué par : - La réduction du train de vie de l'État ; - La rareté de la ressource financière ; - l'instabilité des applications d'exécution budgétaire; - la mise en œuvre du nouveau Régime Financier de l'Etat; - l'évolution permanente de l'application de gestion budgétaire (PROBMIS) ; - l'introduction permanente de nouveaux outils de pilotage du Budget Programme; - l'introduction de nouvelles réformes dans le système de passation des marchés publics.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Le Rapport Annuel de Performance 2019 a été élaboré ; - Le contrôle et le dialogue de gestion sont effectués ; - Le Plan de Passation des marchés est exécuté normalement ; - Les subventions aux syndicats ont été mandatées, ainsi que la contribution du MINESEC au fonctionnement du Conseil National d'Agrément des Manuels Scolaires et des Matériels Didactiques ; - Les travaux de réhabilitation des infrastructures sinistrées financés par le Fonds de Solidarité et de Promotion de l'Education sont en cours ; - 3 véhicules de fonction sont en cours d'acquisition ; - Les arriérés sur les exercices clos ont été payés.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- instabilité de l'application PROBMIS ; - insuffisance des quotas ;								
Perspectives 2021	- Tenir mensuellement les réunions de cadre de concertation sur le suivi de l'exécution physico-financière du BIP; - Améliorer la qualité de la connexion internet ; - Elaborer les documents de budgétisation ; - Poursuivre le paiement des arriérés des exercices clos ; - Poursuivre l'amélioration des conditions de travail du personnel.								

Action 04 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer la qualité de la gestion administrative du personnel								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des dossiers traités (SIGIPES)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 107,95%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		94.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		96.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		103,63%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	21 431 117 654	21 431 117 654	108 818 554 341	108 818 554 341	54 182 911 198	54 131 800 198	49,75 %	49,75 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- déconcentration du SIGIPES; - Volume élevé de dossiers de carrière et solde en attente de traitement et de prise en charge ; - Assainir le fichier solde et personnel du MINESEC.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	En ce qui concerne l'assainissement des fichiers solde et personnel, 134 dossiers disciplinaires relatifs aux absences irrégulières ont été traités, collecte des listes actualisées des personnels dans 9 régions pour la mise à jour du fichier des personnels, suivi du recensement en ligne en vue de l'actualisation de la base de données du MINESEC ; *47 674 actes d'avancement, 2838 dossiers de liquidation des droits et 6016 dossiers d'intégration ont été traités ; * Dans le cadre de la formation continue, 818 stages de formation ont été accordés ; * Relativement au traitement des actes de carrière et de la solde, 42 082 actes de carrière ont été traités, 1830 dossiers de liquidation de droits ont été traités, 4824 avances de solde mandatées, 3 contrats de travail mandatés, 545 actes d'intégration mandatés, 10326 actes de carrière mandatés, 4107 états de sommes dues et autres primes mandatés, 3749 dossiers de recrutement ont été traités et transmis au MINFOPRA ; * En ce qui concerne le renforcement du SIGIPES, 33275 actes de carrière ont été signés électroniquement et basculés sur Antilope, 609 personnels renseignés sur l'ensemble du réseau SIGIPES, 28 postes de travail ont été créés dans l'application SIGIPES, 153 mises à jour des affectations et nominations effectuées, 6739 importations de matricules et actes de carrière, suivi et évaluation des 10 centres relais SIGIPES régionaux, entretien du réseau SIGIPES et Antilope ; * S'agissant de l'Action Sociale, 33 aides financières ont été accordées, ainsi que 24 remboursements de frais médicaux.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Vétusté et insuffisance du matériel informatique de la DRH ; - Insuffisance des ressources financières et matérielles allouées.								
Perspectives 2021	- Procéder au recensement physique dans les 10 régions ; - Procéder au renforcement des capacités de 200 personnels des services centraux et délégations régionales et poursuivre la formation continue des personnels ; - 40 000 actes de carrière traités ; - Traitement des dossiers d'intégration et de prise en charge de tous les finissants des ENS et ENSET ; - 2 500 dossiers de liquidation des droits traités ; - Monitoring des sites SIGIPES régionaux ; - Migration et sécurisation des données vers un serveur de nouvelle génération ; - Poursuite de la création des postes et la mise à jour des positions dans SIGIPES ; Signature électronique et basculement de 45000 acte de carrière vers Antilope.								

Action 06 COORDINATION

OBJECTIF	Améliorer la collecte et la gestion de l'information dans les services centraux et déconcentrés du MINESEC							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des rapports d'activités collectés et exploités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		92.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		92%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 206 750 000	3 206 750 000	5 081 134 778	5 081 134 778	4 584 766 981	4 324 936 807	90,23 %	85,12 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- L'instabilité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a entraîné des dépenses de coordination plus élevées ; Problèmes sécuritaires dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord ayant induit le maintien en délocalisation de certains établissements scolaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	D'une manière générale, la coordination des Services Centraux et Déconcentrés a été assurée grâce à la mise en œuvre des outils de cadrage que sont La Feuille de Route et le Plan d'Action. En outre, il a été organisé des réunions de préparation et d'évaluation des activités majeures du calendrier de l'année scolaire 2019/2020. Coordination centrale du Secrétaire Général : -12 Rapports mensuels de coordination produits ; - 06 réunions de concertation organisées (dont 03 en présentiel et 03 en visioconférence) avec les responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelles organisées ; Coordination des Inspections de Services : - Rapports de coordination produits ; Coordination des inspections de pédagogie, des directions et des divisions : -Rapports de coordination produits, Coordination des services déconcentrés : -Rapports et pièces périodiques produits et transmis à la hiérarchie.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La tenue effective des réunions mensuelles de coordination régionale ; Le manque de véhicules de service aux Délégués Départementaux en vue d'assurer un bon encadrement des établissements scolaires.							
Perspectives 2021	- Poursuivre les travaux de construction des sièges de l'OBC et du GCE-Board ; Poursuivre l'équipement des services centraux et déconcentrés en matériel informatique							

Action 07 AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC

OBJECTIF	Evaluer la qualité du fonctionnement et du rendement des services centraux, déconcentrés et sous-tutelle							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des structures auditées et contrôlées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		95.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		97.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		97%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	152 000 000	152 000 000	121 825 333	121 825 333	121 684 992	121 684 992	99,88 %	99,88 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Promotion de la bonne gouvernance en milieu scolaire ; - Amélioration de la qualité et du rendement du service éducatif ; - Effectivité et amélioration de la réalisation des projets de l'Etat alloués au MINESEC - Insuffisances des ressources.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	*319 établissements scolaires contrôlés dans le cadre des missions : - de contrôle du déroulement de la phase d'inscription aux examens et concours officiels session 2020 et de l'ouverture des comptes des établissements à la banque sélectionnée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement; - de contrôle de l'utilisation de la subvention de l'Etat allouée aux établissements privés d'enseignement général du Littoral ; - d'évaluation de l'effectivité de la reprise des cours le 1er juin 2020, - de contrôle du respect de l'interdiction de l'organisation des cours de vacance ; -d'investigations ; - suivi-évaluation de l'exécution physique des projets ; * activités de la Cellule de Lutte contre la Corruption mises en œuvre : - Le numéro de téléphone de la Cellule de Lutte contre la Corruption activé, la boîte E-mail ouverte et rendus publics. Cent quarante-cinq (145) dénonciations reçues par ces canaux et traitées par la Cellule ; - Renforcement des capacités de 47 responsables de certains établissements scolaires du Centre au montage et validation du compte de gestion et administratif ; - Vérification du paiement numérique des frais exigibles et des frais d'examens officiels dans trente (30) établissements secondaires des Régions du Centre, du Littoral, de l'Ouest et de l'Est ; - Suivi des examens officiels 2020 ; * Contrôle des établissements d'enseignement secondaire privé : - 286 établissements privés contrôlés pour l'utilisation de la subvention de l'Etat en 2019 ; -109 établissements présumés clandestins.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Conjoncture liée à la situation générée par la pandémie de la COVID-19 ; Optimisation du déploiement des personnels et conduite simultanée des missions d'investigations (suite aux dénonciations de la communauté éducative) avec les missions planifiées de contrôle							
Perspectives 2021	- Poursuite des initiatives à résultats rapides (IRR) ; - Augmentation du nombre de contrôles planifiés notamment, le contrôle de l'utilisation des frais exigibles dans le contexte du paiement électronique, au cours des années scolaires 2018/2019 et 2019/2020 dans 100 établissements scolaires, les descentes dans les structures déconcentrées lors des évènements qui marquent l'année scolaire. - Contrôle de 624 établissements subventionnés en 2021 Renforcement des capacités du personnel							

Action 08 VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Développer la culture juridique, préserver les intérêts de l'Etat en justice et veiller au respect des normes et procédures juridiques								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des avis juridiques émis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2018						
	Valeur de référence:		90.0						
	Année cible:		2020						
	Valeur Cible		97.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		97%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	33 000 000	33 000 000	26 400 000	26 400 000	26 359 965	26 359 965	99,85 %	99,85 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Promotion du respect de la légalité et de la régularité des actes ; - Promotion et vulgarisation de la culture juridique ; - Promotion de la bonne gouvernance en milieu scolaire ; - Amélioration de la qualité et du rendement du service éducatif ; - Insuffisance des ressources.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	*Défense des intérêts de l'État en justice -145 procès suivis devant les tribunaux et Cours ; -58 conclusions, mémoires en défense et mémoires en réplique rédigées ; -88 représentations de l'État(MINESEC) en justice devant les tribunaux ; -30 voies de recours exercées. *Suivi du respect des normes et procédures juridiques -69 avis juridiques émis sur les problèmes relevant du MINESEC et sur les projets d'actes législatifs et réglementaires ou conventionnels ; -40 avant-projets et projets de textes législatifs et réglementaires et d'actes contractuels élaborés ; -345 dossiers fonciers des établissements scolaires des régions de l'Extrême-Nord, du Nord et d'autres établissements scolaires retardataires dépouillés, traités et transmis au MINDCAF ; -18 dossiers de suivi du paiement numérique des contributions exigibles et des frais des examens et concours officiels relevant du MINESEC. *Vulgarisation de la culture juridique -05 exposés sur les thèmes pratiques de droit présentés lors des réunions de coordination ou des réunions bilan ; -03 entretiens des responsables des services centraux et déconcentrés du MINESEC sur la thématique du paiement en ligne des frais scolaires ; -02 dépliants à caractère juridique conçu et distribués aux enseignants et personnels des services centraux et déconcentrés ; -437 textes collectés, lus, toilettés, classés et validés en vue de l'élaboration du recueil des textes juridiques.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les activités de cette action n'ont pas été entièrement menées à cause de l'insuffisance des ressources et surtout de la situation sécuritaire dans la Région du Nord-ouest où la mission de collecte des données en vue de la sécurisation foncière n'a pas pu se dérouler jusqu'à son terme.								
Perspectives 2021	- Poursuite du processus de sécurisation juridique des sites des établissements scolaires ou de formation publics dans les Régions de l'Est et du Sud et reprogrammer dans le Nord-ouest ; - Poursuite de la collecte et l'archivage des textes législatifs et réglementaires en vue de l'élaboration du recueil numérique des textes juridiques du MINESEC ; - Organisation des séminaires de renforcement des capacités des personnels de la Division des Affaires Juridiques								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En somme, les résultats obtenus dans l'exécution des programmes en 2020 ont contribué à l'atteinte de l'objectif stratégique du Ministère :

- En dépit de la persistance de la crise sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les activités de l'enseignement secondaire général, l'enseignement secondaire technique et l'enseignement normal ont été organisées;
- la révision des programmes d'études et la recherche des méthodes de l'enseignement secondaire général et technique ont été poursuivies ;
- la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondaire général et technique a été effectuée ;
- les statistiques du Sous-secteur ont été élaborées et analysées ;
- la gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement publiques et privées ont été suivies et contrôlées ;
- les activités d'orientation et de planification scolaire ont été menées ;
- les constructions des bâtiments et infrastructures scolaires ont été suivies et contrôlées ;
- la formation continue des personnels enseignants a été effectuée ;
- les examens officiels ont été organisés par les organismes sous tutelle :
 - l'Office du Baccalauréat du Cameroun (O.B.C) ;
 - le General Certificate of Education Board (G.C.E. Board).

3.2. LEÇONS APPRISES

- La professionnalisation des enseignements nécessite une plus forte implication des milieux socioprofessionnels ;
- La contractualisation des projets dont le délai d'exécution est supérieur à 6 mois devrait être achevée avant le mois de mars ;
- Les projets dont les crédits sont délégués sont plus rapidement exécutés par rapport aux projets à gestion centrale ;
- Les régions qui présentent des résultats scolaires les plus faibles sont également celles dans lesquelles le nombre moyen d'enseignants par établissement est le plus faible ;
- Le pilotage du sous-système s'est amélioré avec l'effectivité du dialogue de gestion. Celui-ci devrait être renforcé.

3.3. PERSPECTIVES 2021

- Poursuivre la digitalisation des Enseignements Secondaires et l'amélioration de l'action pédagogique (révision des programmes, encadrement des enseignants, formation continue, etc) ;
- Améliorer l'équité dans la répartition géographique des personnels enseignants pour améliorer

le taux de réussite aux examens officiels dans les régions qui sont en deçà de la moyenne nationale;

- Renforcer la lutte contre la corruption et les déperditions scolaires, la montée de la violence et la consommation des drogues en milieu scolaire ;
- Développer le partenariat avec les milieux socioprofessionnels, l'équipement des ateliers et la formation en alternance pour améliorer l'insertion socioprofessionnelle des produits de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;
- Renforcer le suivi des Projets à Financement Conjoint ;
- Réduire les délais de passation des marchés à gestion centrale.